

Les crédits

sociale. Soit on leur verse des prestations d'assurance-chômage, soit on leur verse des prestations d'aide sociale. On peut décider qu'ils deviendront productifs. Il s'agit d'un effort visant à donner à ces jeunes les moyens de se rendre utiles.

Je vais expliquer de façon un peu plus détaillée. Une fois que ces jeunes terminent les activités qui leur ont été confiées dans le cadre de projets pilotes axés sur la collectivité, ils obtiennent ce qu'on appelle une prime de finissant. Cette prime pourrait prendre la forme d'un bon pour frais de scolarité, d'une note de remise d'emprunt ou d'une subvention salariale transférable; elle pourrait également leur valoir une note de crédit pour lancer une petite entreprise ou s'associer à une petite entreprise. Tout cela est directement relié. Ce n'est pas un programme de l'État pour les fonctionnaires, mais plutôt un effort de l'État pour donner aux jeunes les moyens de se débrouiller, pour investir des ressources suffisantes de sorte que les jeunes puissent avoir des chances qu'ils n'ont pas actuellement.

C'est un modeste effort. Cela ne guérira pas tous les maux. Dans notre examen, nous étudions cependant toutes les occasions, tous les moyens de faire mieux. Nous ne prétendons pas résoudre tous les problèmes grâce à un seul programme. Nous ne pouvons pas tout faire, mais nous savons que nous devons faire quelque chose.

• (1115)

Nous devons aider les jeunes Canadiens. Si le Parti réformiste préfère n'en rien faire, sa politique me paraît un peu anti-jeunes et c'est plutôt déprimant pour les jeunes.

Je connais beaucoup de jeunes qui sont capables et désireux de travailler, qui veulent avoir la chance de se rendre utiles, qui ont une formation d'avenir et le sens de l'initiative et qui excellent à ce qu'ils font. Je pourrais donner de nombreux exemples. J'inviterais le député à aller discuter avec certains de ces jeunes.

Le président suppléant (M. Kilger): Nous reprenons le débat. Le député d'Elk Island pourrait aider la présidence en disant s'il partagera son temps de parole avec un collègue ou s'il prendra les 20 minutes mises à sa disposition.

M. Ken Epp (Elk Island): Monsieur le Président, au nom du coordonnateur du caucus, qui est appelé le whip dans le Règlement, je veux d'abord vous signaler que, conformément au paragraphe 43(2) du Règlement, les députés de notre parti qui participeront au débat sur cette motion partageront le temps qui leur est alloué.

La motion dont nous sommes saisis aujourd'hui est vraiment très claire et succincte. Elle propose que la Chambre déplore l'absence de vision et de mesures concrètes du gouvernement en ce qui a trait aux politiques de création d'emplois.

Il est parfaitement inutile de rappeler qu'il y a actuellement une crise de l'emploi au Canada. Les statistiques sur le chômage sont très éloquentes, et quand on y ajoute les innombrables personnes qui sont sans emploi, mais qui ont renoncé à chercher du travail et dont les noms ne figurent même pas sur les listes de chômeurs, il n'y a pas l'ombre d'un doute qu'il existe une crise à ce chapitre.

Si l'on s'en tenait strictement au libellé de la motion, il faudrait s'opposer à celle-ci. Il faudrait s'y opposer et, partant, donner l'impression qu'on appuie le plan de création d'emplois du gouvernement libéral, ce dont se réjouiraient les députés d'en face, certains s'interrogeant toutefois sur nos motivations. La motion dont nous sommes saisis n'est-elle pas conforme à ce que disent les réformistes à propos des emplois?

Dans un sens oui, mais si l'on s'en tient uniquement au libellé de la motion, ou du moins à sa dernière partie, on ne peut pas vraiment dire que le gouvernement n'a pris aucune mesure concrète en matière de création d'emplois. Il me semble qu'au contraire, le gouvernement a proposé à cet égard des mesures concrètes qui sont conformes à sa vision.

Le problème fondamental, c'est que le prétendu plan de création d'emplois du gouvernement laisse à désirer. Il ne fonctionnera pas. Je suis certain que les députés d'en face me corrigeront si je me trompe, mais voici le résumé de ce que je vois dans leur plan.

Le gouvernement engage des dépenses qui augmentent le déficit pour examiner les programmes sociaux et pour aider le secteur spatial. Le gouvernement recourt au déficit systématique pour mettre sur pied un programme d'apprentissage. Il le fait pour établir le Service jeunesse, et peut-être aussi pour les services de garde. Le gouvernement recourt au déficit systématique pour un programme de rénovation des maisons, le PAREL, et surtout pour son programme de prédilection, celui de l'infrastructure.

J'entends des hurlements de protestation parce que je parle de déficit systématique. Réfléchissez un instant. Dire que cet argent vient d'autres secteurs, où il ne sera donc pas dépensé, n'est pas une explication.

Ma femme serait enchantée si je disais que j'ai décidé de ne pas acheter une voiture de luxe. Nous aurons tout cet argent pour rénover la maison. J'aurais été contraint d'emprunter pour acheter la voiture; il serait donc trompeur de dire que nous avons un tas d'argent à notre disposition.

Nous nous trouverions à faire l'emprunt pour une autre fin, mais ce serait toujours un emprunt, et c'est la même chose pour les programmes proposés. Tant que nous avons un déficit de 40 milliards, nous utilisons de l'argent emprunté. Au lieu d'emprunter pour acheter des hélicoptères, nous le faisons pour les programmes que j'ai énumérés.

Il y a un programme de création d'emplois. Le chef du Parti libéral a dit souvent au cours de la campagne qu'il a un plan et que les personnes voulues sont en place. Le problème, c'est que son plan, qui repose sur des emprunts et un déficit systématique, ne constitue en rien une solution à long terme.

• (1120)

Si le gouvernement pouvait résoudre le problème, et si la seule difficulté était de créer des emplois, il lui suffirait de payer des gens pour creuser des trous dans la terre et d'en engager d'autres ensuite pour remplir les trous. C'est un exemple absurde, évidemment, mais il montre que les emplois doivent ajouter une richesse réelle dans notre économie, si nous voulons relever